



## Hausse des transferts en santé :

### **Le chantage financier d'Ottawa est inadmissible**

**Laurentides–Labelle, le 12 juillet 2022** – Le Bloc Québécois appuie le Conseil de la fédération qui talonne le gouvernement fédéral afin qu'il s'attable aux négociations pour le rehaussement urgent des transferts en santé au Québec, aux provinces et aux territoires. Le financement des réseaux de soins est l'enjeu prioritaire du front commun des premiers ministres qui réclame une augmentation récurrente et sans condition de 28 G \$ des transferts canadiens en santé. Qu'Ottawa cherche maintenant à se défiler de ses responsabilités en invoquant les dépenses encourues par la pandémie est totalement inadmissible, soutient le Bloc Québécois.

Réunis en conseil à Victoria durant deux jours, les premiers ministres ont rappelé à Ottawa que le gros de la pandémie est maintenant passé et qu'il doit comme convenu, ouvrir les négociations pour une hausse récurrente et sans condition des transferts en santé. Cela fait écho notamment aux demandes répétées de l'organisme Coalition santé Laurentides, ainsi que de plusieurs élu.e.s municipaux, d'obtenir un financement équitable des soins de santé et de services sociaux pour la région.

« L'insuffisance chronique du financement fédéral en santé impacte durement le réseau de soins dans la région des Laurentides et ses travailleur.se.s, qui sont à bout. Préexistante à la crise de la Covid, la pression sur notre réseau de santé s'amplifie à mesure que se prolonge l'attente pour qu'Ottawa ajuste à la hausse sa contribution financière. Que le gouvernement Trudeau ose prétexter les dépenses encourues par la pandémie pour se défiler de sa responsabilité de payer sa part des transferts en santé au Québec et aux provinces, poussant l'offense jusqu'à s'ingérer dans nos juridictions, est d'un culot sans nom! », souligne Marie-Hélène Gaudreau, députée de Laurentides–Labelle.

« Le fédéral n'a aucune compétence en santé et n'a rien à dire dans la façon dont les experts en soins du Québec gèrent leurs priorités médicales et disposent des fonds fédéraux. Ottawa use d'une odieuse stratégie d'essoufflement financier pour contraindre les réseaux de santé et imposer les conditions d'un financement fédéral « à la carte ». Que ce gouvernement centralisateur veuille s'arroger tous les pouvoirs et faire du chantage financier sur le dos du Québec avec la part des taxes et impôts payés par nos contribuables est indécent! L'argent des Québécois.e.s doit leur revenir, sans condition, afin qu'ils puissent compter sur les excellents soins de santé auxquels ils ont droit. Pas question que le gouvernement fédéral nous fasse chanter avec notre propre argent! », avise la députée bloquiste.

Le gouvernement fédéral assume actuellement 22 % des dépenses en santé alors que le Québec, les provinces, ainsi qu'un front commun de syndicats et de fédérations de la santé estiment que cette part devrait s'élever à au moins 35 %. Le Bloc Québécois maintient qu'un Sommet public sur la santé réunissant l'ensemble des premiers ministres et acteurs concernés doit être tenu dès que possible.

– 30 –

#### **Source :**

Maxime Caouette

Attaché politique de circonscription et des communications

Marie-Hélène Gaudreau, députée de Laurentides–Labelle